



Agriculture : non à la violence et aux mensonges, oui au débat pour une indispensable transition agroécologique.

Le 2 décembre 2024

À quelques semaines des élections professionnelles agricoles, les syndicats agricoles (FNSEA, Jeunes agriculteurs et Coordination rurale) se livrent à une surenchère de violences et de mensonges ciblés sur ceux qui protègent l'environnement. Personne n'a rien à y gagner, surtout pas l'agriculture.

Des violences ciblées sous le regard compréhensif du gouvernement

Des actions violentes ont été conduites contre des biens et des personnes d'associations environnementales (FNE) à Gap, Coutances, Châteauroux..., contre une cinquantaine de bureaux de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) partout en France. Ce 28 novembre, ces mêmes syndicats ont érigé des murs devant l'INRAE et l'ANSES ou soudé les portes de l'OFB à Toulouse.

Les ministères de tutelle ont mollement critiqué ces actes tout en déclarant comprendre la « colère agricole ». Les « forces de l'ordre » ne s'y sont pas opposées. Rien à voir avec les manifestations contre les mégabassines. Deux poids, deux mesures !

La fable des surtranspositions

Sans citer un exemple, la ministre de l'agriculture entonne à son tour le chant des soi-disant « surtranspositions » qui seraient un boulet pour la compétitivité de l'agriculture française. Source incontestable, la base européenne EU Pesticides Database, classe la France en deuxième position en Europe pour le nombre total de substances actives pesticides disponibles, avec 296 substances autorisées, juste derrière l'Italie et devant l'Espagne. Pour les dérogations, la France arrive en tête avec 72 dérogations en un an, loin devant l'Allemagne et l'Autriche.

La manipulation des colères au profit de l'agro-industrie

Une vaste supercherie qui ne peut que réjouir Mr ROUSSEAU, le patron de la FNSEA, propriétaire de 700 ha de céréales en Seine et Marne, dirigeant du groupe industriel Avril (7 Mds de CA), président du CA de SOFIPROTEOL etc. Il n'hésite pas à se servir des paysans (surface moyenne 60 ha) pour défendre son propre intérêt et celui de l'agro-industrie. Un orfèvre dans la captation des colères paysannes. Et pour cacher le bilan désastreux de la cogestion de l'agriculture par la FNSEA. Plutôt que de réorienter le modèle agricole actuel, il est plus simple de désigner des boucs émissaires et de détourner la colère du monde agricole contre les associations environnementales (« les écolos ») et les services publics chargés de protéger notre santé et notre environnement (ANSES, INRAE, OFB).

Une dérive obscurantiste contre la recherche publique

En siégeant au sein du Conseil d'Administration de l'INRAE, la FNSEA exerce une influence considérable sur les programmes pluriannuels de développement de cette institution. Ce qui crée des risques sérieux pour l'indépendance de la recherche publique, essentielle pour garantir que les décisions politiques soient basées sur des données scientifiques fiables et non influencées par des intérêts privés. Cette dérive va se traduire par une mise sous tutelle de l'OFB et de l'ANSES. Cela permettra de polluer en paix. Qui supportera les coûts cachés de ces pollutions ? Pas les pollueurs, mais la collectivité, chaque citoyen.

Revenons aux vrais débats

Notre Collectif dit non au productivisme toujours plus effréné, non à l'affaiblissement des normes environnementales, non au déni de la crise climatique, non au déni des conséquences de cette agriculture chimique sur notre santé et notre environnement.

Nous appelons à un débat respectueux sur l'avenir de l'agriculture française : la nécessité d'une transition agroécologique qui garantisse à la fois un revenu suffisant pour les paysans et la protection de l'environnement et de la santé publique.

Contact :

Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest

tél : 06 82 58 67 32

Courriel : Victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr

Site : <https://victimepesticide-ouest.ecosolidaire.fr/>